

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 2 au 7 septembre 2026

Sommaire

En bref2

Actualités macroéconomiques2

CONJONCTURE ET FINANCES PUBLIQUES2

FISCALITE2

MARCHE DU TRAVAIL3

Actualités commerce et investissement3

COMMERCE3

SANCTIONS.....3

Actualités financières4

REGLEMENTATION FINANCIERE4

MARCHES FINANCIERS4

En bref

- Depuis le 2 septembre, la livre sterling s'est appréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,35 \$ (+0,4 %). La livre sterling s'est légèrement appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1646 (+0,1 %).
- Après avoir été affectés par le mouvement de vente généralisé sur les marchés au début de la semaine dernière – le rendement du *gilt* à 10 ans ayant atteint son plus haut niveau depuis 2008 – les *gilts* ont vu leurs rendements se détendre depuis. Au 7 septembre, le *gilt* à 10 ans s'établit à 5,18 % (–5,6 pdb par rapport à la semaine précédente), celui du *gilt* à 30 ans recule à 5,82 % (–4,8 pdb).
- EQT [acquiert](#) les parts de Warburg Pincus dans le réassureur de spécialité Britannique McGill and Partners pour 2 Md\$.

Actualités macroéconomiques

Conjoncture et finances publiques

Le chancelier de l'Échiquier John Healey a appelé à davantage de maîtrise des dépenses publiques, tout en faisant de la croissance sa « mission centrale », lors de son premier grand [discours](#) depuis son entrée en fonction. À quelques semaines du Budget du 28 octobre, il a insisté sur la nécessité de préserver la crédibilité budgétaire du Royaume-Uni et de réduire les coûts liés aux prestations sociales et à l'endettement. Il n'a toutefois pas précisé les postes sur lesquels porteraient d'éventuelles économies et a également refusé de se prononcer sur les spéculations entourant le prochain Budget. Interrogé sur d'éventuelles hausses d'impôts, il a rappelé que le Parti travailliste avait pris, dans son *manifesto* de 2024, des « engagements très forts, très clairs et très précis ». Le gouvernement pourrait parallèlement soutenir l'investissement privé en mobilisant davantage les institutions financières publiques (*Public Financial Institutions*, ou PuFins), notamment la British Business Bank, le National Wealth Fund et la National Housing Bank. Leur capacité financière, déjà doublée à 199 Md£ sous le mandat de Rachel Reeves, pourrait ainsi être davantage orientée vers le financement des entreprises. Il a par ailleurs annoncé la création d'un fonds de développement de 150 M£ pour les entreprises innovantes en forte croissance (*scale ups*) dans le nord de l'Angleterre, ainsi que de doubler le nombre de licornes Britanniques en permettant aux entreprises prometteuses de bénéficier de commande publique pour se développer.

Fiscalité

Selon les données du HM Revenue and Customs (HMRC) analysées par le cabinet [LCP](#), le nombre de retraités britanniques soumis aux tranches supérieures de l'impôt sur le revenu (IR) a doublé en cinq ans. Plus d'un million de retraités devraient ainsi être soumis cette année aux taux de 40 % ou 45 % (*higher rate* et *additional rate*), contre 494 000 en 2021-22. Cette évolution s'explique par la combinaison de la revalorisation des pensions avec l'inflation et du gel des seuils d'imposition jusqu'en 2030-31 : dans un contexte de hausse des revenus nominaux, le maintien des seuils à leur niveau

actuel fait progressivement basculer davantage de contribuables dans les tranches supérieures (« fiscal drag »).

Marché du travail

Selon la dernière enquête de [KPMG/REC](#), le marché du travail britannique montre de premiers signes d'amélioration en août. Les recrutements en CDI ont légèrement progressé pour la première fois depuis septembre 2022, portés par un regain de confiance des entreprises. Les embauches « temporaires » sont en hausses, pour le cinquième mois consécutif, à un rythme soutenu, les entreprises privilégiant la flexibilité et les contrats de courte durée. Les tensions salariales restent par ailleurs élevées : la progression des rémunérations à l'embauche s'est accélérée, atteignant son rythme le plus rapide depuis janvier, tandis que les salaires temporaires ont continué de progresser fortement. En parallèle, la disponibilité de la main-d'œuvre s'est nettement accrue, notamment sous l'effet des licenciements et de la baisse des opportunités d'emploi. La demande de travail reste dégradée : les offres d'emploi reculent pour le 34^e mois consécutif, même si le rythme de contraction s'est légèrement modéré. Les évolutions demeurent contrastées selon les territoires et les secteurs : les embauches en CDI progressent à Londres et dans les Midlands mais reculent dans le Sud et le Nord de l'Angleterre. Seuls les secteurs de l'ingénierie et de la finance/comptabilité voient leurs offres d'emploi permanentes augmenter.

Actualités commerce et investissement

Commerce

Le ministre britannique délégué aux relations avec l'Europe [Hamish Falconer](#) s'est rendu le 7 septembre à Bruxelles pour rencontrer le Commissaire européen au Commerce et à la sécurité économique Maroš Šefčovič. Selon la presse, lors de cette rencontre, H. Falconer aurait notamment plaidé pour une définition large de la notion de préférence européenne dans le cadre du projet d'*Industrial Accelerator Act*, qui pourra conditionner les marchés publics et certaines aides publiques à une production « *Made in Europe* ». Le Royaume-Uni, inquiet de voir ses entreprises exclues du champ géographique de la mesure en ce qui concerne les véhicules électriques, et du risque que la négociation en cours au Conseil et au Parlement ne conduise à restreindre le champ géographique actuel du règlement pour les autres secteurs, défend une approche qui inclurait le Royaume-Uni pour un modèle « *Made with Europe* », en s'appuyant sur la forte intégration des chaînes d'approvisionnement automobiles et industrielles entre les deux blocs commerciaux.

Sanctions

Aux côtés d'onze autres pays dont la France, le Royaume-Uni annonce un [durcissement](#) de sa politique envers les colonies israéliennes en Cisjordanie, considérées comme une menace directe à la possibilité d'une solution à deux États, via de nouvelles sanctions commerciales. Les pays signataires ont en effet annoncé la volonté d'introduire ou soutenir des restrictions commerciales visant les produits et certains services provenant des colonies israéliennes, considérées comme illégales au regard du droit international. Lors d'un discours cet après-midi à la Chambre des

Communes, le ministre britannique des Affaires Étrangères [Ed Miliband](#) a annoncé que les sanctions viseront les entités contribuant directement à l'expansion des colonies en Cisjordanie, notamment par la construction, le financement ou la publicité. Par ailleurs, le Royaume-Uni maintiendra la suspension de plus de 30 licences d'exportation d'armes pouvant être utilisées par l'armée israélienne à Gaza. Toute nouvelle licence d'armes ou d'autres exportations qui contribueraient de manière substantielle à l'occupation des territoires palestiniens sera également refusée. Le projet suscite toutefois de fortes tensions avec Israël et les États-Unis, qui menacent de prendre des mesures de rétorsion, tandis que le gouvernement britannique fait valoir que l'interdiction est ciblée sur les colonies et vise à les distinguer d'Israël.

Le gouvernement britannique a imposé à la succursale londonienne de Citibank N.A. une [amende](#) de 4,73 M£ pour plusieurs violations du régime britannique de sanctions financières, principalement à l'encontre de la Russie. Entre février et novembre 2022, la banque a notamment effectué ou permis 970 transactions représentant près de 19,7 M£ au bénéfice de personnes ou entités faisant l'objet de sanctions, en raison de défaillances de ses systèmes de filtrage, de contrôles internes et de procédures de traitement des alertes. Ces manquements concernaient notamment des comptes détenus par des sociétés liées à des personnes désignées et des transactions impliquant des banques russes sanctionnées. *L'Office of Financial Sanctions Implementation* (OFSI) a considéré que, malgré l'absence d'intention de contourner les sanctions et la coopération de Citibank, l'ampleur et la répétition des violations justifiaient une sanction élevée. La banque a néanmoins bénéficié d'une réduction de 20 % pour avoir signalé volontairement la majorité des violations et coopéré avec l'enquête.

Actualités financières

Réglementation financière

La Financial Conduct Authority (FCA) [dresse](#) un premier constat de l'impact des modèles d'intelligence artificielle (IA) de frontière sur la résilience opérationnelle des acteurs financiers. Le régulateur constate que la découverte des vulnérabilités progresse plus rapidement que la capacité des entreprises à y répondre. Ainsi, les modèles d'IA de frontière deviennent un test de la résilience organisationnelle entreprises. La FCA encourage les entreprises régulées à s'assurer que l'usage des modèles IA se caractérise par une responsabilité claire des tâches et la mise en place de garde-fous. Enfin, le régulateur souligne de s'assurer de l'engagement des parties tierces critiques (CTP – *Critical Third Party*, par exemple les fournisseurs de cloud) dans la recherche de vulnérabilités cyber.

Marchés financiers

Revolut [franchit](#) une étape réglementaire de plus pour son développement en tant que banque aux États-Unis. L'Office of the Comptroller of the Currency (OCC) américain vient d'accorder une approbation préliminaire à la fintech britannique, faisant suite à son dépôt de demande de licence (voir [Brèves n°10](#)). Le franchissement de cette étape n'apportera pas de changements visibles pour les clients de la banque aujourd'hui. Elle ouvre cependant la porte aux prochaines étapes réglementaires :

validations finales de l'OCC, agréments de la Federal Deposit Insurance Corporation (FDIC) et de la Federal Reserve (Fed). Une fois ces autorisations acquises, la banque pourra proposer aux clients américains une gamme complète de produits bancaires (prêts, cartes de crédit etc...) et voir ses dépôts garantis par la FDIC. Le lancement opérationnel de la banque aux États-Unis après obtention de toutes les autorisations est prévu pour le premier semestre 2027.

Hargreaves Lansdown, la plus grande plateforme d'investissement *retail*, [permet désormais](#) à ses clients particuliers d'investir dans les cryptoactifs. Les investisseurs peuvent désormais faire l'acquisition de cryptoactifs par l'intermédiaire de titres de créances négociés en bourse (cETNs). Depuis janvier 2021, la vente, promotion et distribution d'ETNs étaient interdites au Royaume-Uni, jusqu'à une nouvelle autorisation à partir d'avril 2025 (voir [Brèves n°29](#) en 2025). La proposition de ce nouveau produit fait suite à un communiqué de presse très critique des cryptoactifs d'Hargreaves Lansdown et alertant sur leur fort niveau de risque (voir [Brèves n°36](#) en 2025).